

Covid-19 à Madagascar - Des faits de corruption révélés par une enquête de Transparency international

RFI - 29/01/2021



Si 55% des enquêtés jugent utile la poursuite du déploiement des mesures de protection sociale, plus d'une personne sur quatre a rapporté des actes de corruption durant la distribution des aides liées au coronavirus. © Sarah Tétaud / RFI

Nouveau coup de semonce à Madagascar. L'organisation Transparency international initiative Madagascar vient de dévoiler des extraits d'une enquête – intitulée « Covid-19 et gouvernance : les leçons apprises de la première phase de la crise sanitaire à Madagascar » - qu'elle a menée durant quatre mois auprès de plus de 400 ménages bénéficiaires d'aides sociales perçues durant la pandémie.

Avec notre correspondante à Madagascar, Sarah Tétaud

Plus d'une personne sur quatre interrogée par l'enquête de Transparency international initiative Madagascar dénonce des faits de corruption durant la distribution des aides sociales liées à la pandémie de Covid-19. Ce rapport questionne également la pertinence des choix qui ont été faits quant à la répartition de ces fonds. L'analyse de la répartition budgétaire du Plan multisectoriel d'urgence (PMDU), document phare du gouvernement adopté en juillet 2020 au plus fort de la pandémie, montre que sur un budget total de 826,09 millions de dollars, 35% ont été alloués aux infrastructures. La santé, elle, a été financée à hauteur de 9.37% du budget global, et se retrouve, de ce fait, en quatrième position dans la répartition budgétaire.

Une aberration pour Transparency international initiative Madagascar et sa directrice exécutive Ketakandriana Rafitson : « *Nous sommes dans une crise sanitaire et la première réponse doit être sanitaire* ». Pour la chercheuse, Madagascar a toujours pâti d'un budget santé trop faible, et ce malgré la signature par l'État malgache de la déclaration d'Abuja en 2001, dans laquelle les pays signataires s'engageaient à ce que ce budget particulier constitue au moins 15% du budget général. « *On n'a jamais atteint ce ratio-là* », confie Mme Rafitson. « *Résultat, malgré l'affluence massive de l'aide internationale, nous sommes toujours dans le même état chaotique au niveau de la réponse sanitaire* », conclut-elle.

Transparency international s'étonne

Quant au plan d'urgence mis sur pied pour contrer la pandémie, Transparency international s'étonne : « *Nous avons l'impression que le PMDU, c'est le moyen trouvé par le régime pour mettre en exécution le programme présidentiel (appelé aujourd'hui PEM pour Plan émergence Madagascar, mais qui deux ans après l'élection du Président, n'a*

encore jamais été dévoilé, malgré de nombreuses communications qui annonçaient « *une publication imminente* », NDLR). *Si on regarde la part de l'investissement dédiée aux infrastructures, il s'agit pour le président de réaliser ses projets promis durant la campagne alors que nous sommes dans un contexte pandémique, donc les priorités devraient être ailleurs. Et, qui plus est, nous savons que la grande partie de ces fonds proviennent de dons et de l'aide internationale donc dédiés principalement à la crise sanitaire.* »

D'après l'étude, le Parlement n'a pas été impliqué dans la gestion de la crise, contrairement pourtant à son rôle assigné de « *contre-pouvoir de l'exécutif* ». « *Ça c'est un danger. Il faudrait éviter que ça se reproduise si on devait traverser une nouvelle phase de crise* » analyse la politologue. Aussi, dans son rapport, l'ONG recommande aux autorités d'impliquer toutes les institutions dans la gestion de la crise et ne pas profiter de celle-ci pour faire du populisme en réalisant par exemple « *des chantiers qui ne sont pas prioritaires au vu de la situation sanitaire.* »

Corruption récurrente

Autre écueil pointé du doigt dans le rapport : des situations récurrentes de corruption relatées par les enquêtés, lors de la distribution des aides sociales créées pendant la pandémie (les *Vatsy Tsinjo*, c'est-à-dire un kit de produits de première nécessité comprenant du riz, du sucre, de l'huile ; les *Tosika Fameno*, c'est-à-dire une aide monétaire par transfert de *cash* ; les *Tsena Mora*, c'est-à-dire des marchés dans lequel les denrées sont subventionnées), allant du favoritisme à l'abus de pouvoir, en passant par le détournement de ces filets sociaux.

« *Pour vraiment éviter la répétition de cas de corruption lors de la prochaine probable vague de Covid-19, signale donc ce rapport, il faut tout d'abord ouvrir des canaux clairs de communication ; pour s'assurer que les bénéficiaires visés soient vraiment informés de leur admissibilité à la prestation. Et il faut assurer qu'il existe un mécanisme de plainte coordonné au niveau de tous les acteurs. Humanitaires, gouvernementaux, etc, qui soient impliqués dans ce processus pour que les bénéficiaires puissent avoir recours à ces institutions notamment pour se plaindre des faits de corruption.* »

Quel retour pour les doléances ?

Durant la distribution des aides, des mécanismes de plaintes ont été mis en place pour les personnes ne trouvant pas leur nom sur les listings des bénéficiaires. Une cellule de doléances dédiée spécifiquement à la corruption en temps de Covid-19 a également été ouverte au niveau du Bureau indépendant anticorruption, « *mais aucun retour n'a jamais été fait* » déplore Transparency. Aussi, l'ONG définit comme « *cruciale et prioritaire* » l'activation de la cellule mixte anticorruption prévue dans le dispositif du PMDU mais qui n'a jusque-là encore jamais fonctionné.

« *Cette cellule, rappelle la chercheuse, a pour fonction de réaliser le suivi systématique des processus de passation de marché Covid-19. Or, cette opacité totale autour des marchés publics liés au Covid-19, c'est l'un des gros points noirs de la gestion de crise* ». « *Le pouvoir a déclaré que la lutte contre la corruption était une de ses priorités absolues. Cette crise sanitaire-là est l'occasion ultime de démontrer et concrétiser cette volonté réelle de lutter contre la corruption* », conclut Ketakandriana Rafitoson. Sollicitées, les autorités n'ont pas donné suite à nos demandes de réaction.

► À lire aussi : [Covid-19 à Madagascar: la société civile interpelle les autorités sur les vaccins](#)

Source : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210129-covid-19-%C3%A0-madagascar-des-faits-de-corruption-r%C3%A9v%C3%A9l%C3%A9s-par-une-enqu%C3%AAtre-de-transparency-international#> =